Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 111 (1966)
Heft: 2

Artikel: L'URSS et l'OTAN : ennemies ou alliées?
Autor: Schneider, Fernand-T.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343283

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

111e année No 2 Février 1966

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction: Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG **Georges Rapp**
Administration: Lt-colonel **Ernest Büetiger**
Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)
Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—
Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—
Prix du numéro: Fr. 1.50

L'URSS et L'OTAN: ennemies ou alliées?

La réforme de l'alliance est à l'ordre du jour. Un certain sentiment de sécurité en présence d'une menace apparemment moindre a quelque peu dissocié la solidarité atlantique. Le remplacement du pacte par de simples engagements bilatéraux a donc été suggéré.

Des personnalités qualifiées estiment au contraire qu'il y a lieu de resserrer les liens de l'alliance. Elles préconisent un nouveau système de défense bipolaire associant étroitement une Europe unifiée à l'Amérique atlantique dans une organisation aux responsabilités mondiales accrues.

Il convient donc de s'interroger sur l'état actuel de la menace sous toutes ses formes et sur les possibilités et obligations qui en résultent pour l'OTAN de demain.

L'URSS renverse ses alliances?

Solidarité des deux grands?

Politique antiaméricaine et antichinoise pour l'hégémonie rouge?

Trois échecs en cinq ans

Si le grand connaisseur des questions russes Michel Garder a cru pouvoir annoncer la « fin du régime » à Moscou [1], nos spécialistes constatent avec satisfaction une certaine évolution des méthodes économiques de l'Union soviétique. Celle-ci, en effet, selon les directives du professeur Liberman, vient de réhabiliter la notion de « profit », jadis ignorée en Russie communiste.

D'autre part, on a conclu un peu partout — hâtivement peut-être — à « l'embourgeoisement soviétique ». Cependant, il y a une part de vérité dans cette affirmation. D'ailleurs, l'histoire nous montre toujours un certain affaiblissement des mouvements révolutionnaires quand les hommes nouveaux parvenus au pouvoir se transforment en autocrates ou oligarques et veulent désormais jouir de leurs avantages personnels. Et cette mentalité s'accentue chez les fils des grands fauteurs de troubles quand, à leur tour, ils deviennent les puissants du régime.

Enfin le différend Moscou-Pékin a opéré comme une mutation dans le monde communiste. Il a mis fin à cette mission messianique de l'Union soviétique, jadis « Patrie de tous les prolétaires » et désormais mise au pilori comme déviationniste.

Dans ces conditions — et en présence de la supériorité atomique des Américains — les maîtres du Kremlin — où ne règne plus un autocrate — ont dépassé le sommet de leur courbe de puissance. Trois grands échecs récents marquent, sur le plan international, cette évolution.

Le premier termina la crise de 1959-1960 — à l'avantage des alliés — après la mise en demeure russe pour Berlin. Le deuxième, plus sensible encore, conclut l'incident de Cuba, où l'URSS dut s'incliner devant l'énergique attitude du président Kennedy. Le dernier — qu'elle partage avec Pékin — se situe

[1] Michel GARDER: *L'agonie du régime en Russie soviétique.* — Editions de la Table Ronde. 1965.

au Vietnam. On a beaucoup parlé dans les journaux d'Europe de ce danger d'escalade qui devait conduire, en fin d'ascension, à la catastrophe apocalyptique. En fait, l'URSS, désormais liée à l'autre Grand, ne pouvait pas intervenir activement. Elle s'est trouvée enchevêtrée entre des liens divers souvent contradictoires. D'une part, la « solidarité des deux géants » l'incitait à traiter avec l'Amérique les grands problèmes mondiaux. Par ailleurs, sa doctrine à la fois l'unissait à Pékin et l'en séparait. Enfin devant précisément l'incertitude chinoise elle ne pouvait pas s'aventurer dans un conflit qu'elle risquait de perdre et d'où, même en cas de victoire, elle serait sortie affaiblie devant une menace demeurée intacte. Car Pékin continue à formuler ses revendications territoriales sur les régions extrêmes-orientales de l'URSS annexées jadis par la Russie tsariste. Dans l'immédiat la Chine se sert de cet argument comme instrument de propagande dans l'intention de maintenir parmi ses amis d'Europe orientale un « irrédentisme marxiste », dirigé contre Moscou.

Dans ces conditions, quelle menace offre actuellement l'Union soviétique vis-à-vis de l'Alliance atlantique? Et particulièrement pour les partenaires européens? Il s'agit là d'un peuple qui compte plus de 200 millions d'hommes et qui n'a pas désarmé. Certes, le danger direct militaire est moins pressant que lors de la création de l'OTAN. Mais la guerre est un phénomène souvent irrationnel et « l'absence de guerre » — pour employer l'expression de Raymond Aron — est un état éminemment précaire. Dès lors, en considérant le seul ennemi russe éventuel, avec son potentiel militaire, l'OTAN n'a pas le droit de désarmer et doit rester étroitement soudée. Ce sera là la première conclusion que nous tirerons de nos réflexions.

Le raidissement communiste: la menace indirecte

Nous venons d'évoquer le danger de la Russie rouge, son potentiel militaire. Mais il y a aussi la « menace indirecte », par subversion du camp communiste. Celle-ci existe un peu par-

tout dans le monde. C'est ce danger, par noyautage interne surtout, dont chaque pays occidental devrait prendre conscience pour le combattre en connaissance de cause.

Cette menace agit dans tous les milieux sociaux, dans les syndicats, chez les jeunes, notamment les étudiants, en Europe et aux Etats-Unis, comme en témoignent les récentes manifestations contre la guerre au Vietnam.

Les Eglises, en particulier, sont très accessibles à l'influence communiste. Les ouvrages de Michel de Saint-Pierre ont fait ressortir le mal fait à ce point de vue. Le chrétien trop souvent est prêt, de bonne foi, à engager des dialogues qui peuvent lui être néfastes. Sans insister davantage sur ce point, nous nous contenterons de citer ce passage de maître Jean Louis Aujol dans *Exil et Liberté*, en octobre 1965: « Si l'on doit reconnaître que sous certains aspects la politique soviétique s'est libéralisée, une chose demeure inchangée: la lutte contre la religion, l'intolérance confessionnelle. Cette permanence de l'agressivité à l'égard spécialement de la foi chrétienne est bien la preuve qu'en réalité le communisme reste égal à lui-même, négateur des libertés, despotique et acharné à la poursuite de ses buts. » Or, lors du « coup de Prague », c'est bien un prêtre catholique qui a été l'organe des Soviets en milieux catholiques. L'abbé Plojher fonda alors le « Mouvement des prêtres patriotes » pour noyauter le parti des démocrates chrétiens et afin de faciliter la mainmise moscovite sur le pays. Plus près de nous, ce fut le mouvement « Pax » qui, en Pologne, remplissait le même rôle. Ce qui lui valut une condamnation à Rome. Le document de la Secrétairie d'Etat [1] à ce sujet disait notamment: « A l'étranger, surtout en France, la propagande de Pax ne cesse de s'intensifier en utilisant adroitement les sympathies et les tendances des milieux progressistes français pour bénéficier de leur appui. »

Ces faits sont cités à titre d'exemple. Mais ils ne montrent qu'un des aspects de la subversion à laquelle le monde occi-

---

[1] Diffusé par D.I.D. (Yves Gire, 9, rue de Grenelle, Paris, 7e).

dental doit faire face. La propagande adverse use de quelques grands thèmes dont le dénigrement de l'OTAN, par une campagne permanente « pour la Paix », l'antiaméricanisme, et, d'une manière générale, des exposés de nature à créer un « complexe de culpabilité » occidental, chez les jeunes surtout. Les campagnes anticolonialistes entrent dans cette catégorie. C'est ce conditionnement des âmes et des cœurs qui s'intensifie surtout chaque fois que le communisme se sent en perte de vitesse sur le plan international. Et il se traduisit, dans tous les pays occidentaux, par des manifestations de jeunes contre la guerre au Vietnam, des campagnes de paix organisées par des formations groupant des subversifs et des candides de bonne foi. Car qui ne serait pas pour la paix?

Le Tiers Monde: acceptation de l'aide. Refus de la tutelle. Le phénoméne de rémanence

Quant aux pays sous-développés, ils bénéficient de cadres formés dans des écoles spécialisées. Dans sa brochure *Ambassades pour subversions*, publiée par Suzanne Labin aux Editions de la Liberté, l'auteur nous cite le schéma des cours enseignés dans ces établissements de Cuba. On y relève les matières suivantes:

— Insurrection armée au terme d'une guérilla,
— Grèves, démonstrations, sabotages en vue de la subversion généralisée,
— Démoralisation de l'armée, campagnes de murmures auprès des soldats, assassinat moral ou effectif d'officiers récalcitrants,
— Obtention et transports d'armes,
— Pourrissement intérieur avant la prise de pouvoir,
— Conditions de la réussite de la rébellion.

Telles sont les précisions fournies par l'ancien chef castriste Pedro Lucas Roy. Mais un étudiant africain, Anthony Okotcha nous livre un témoignage plus étonnant encore. Il a

suivi des cours de sorcellerie en vue de la subversion au Nigéria. A l'aide de microphones installés dans des crânes, le professeur montrait à ses stagiaires comment faire parler « un esprit » en face d'un Noir crédule. En effet, la voix d'outre-tombe pouvait ordonner à son interlocuteur d'assassiner telle personne sous peine de subir tel châtiment. Ce genre d'établissements existe avec des variantes diverses adaptées aux différentes populations. En somme, pour tous les pays il existe une école adaptée aux conditions locales et au genre de technique subversive appropriée. Et chaque fois, les instructeurs appartiennent aux races à instruire. En ce qui concerne l'Amérique latine, nous apprend Suzanne Labin [1], tout cet enseignement serait inspiré par le général Belodorov, ancien chef du personnel du ministère soviétique de la Défense.

Quant aux ambassades, elles sont des agences d'espionnage et de subversion. Et pourtant, les succès obtenus tant par les Soviétiques que par les Chinois, ne sont heureusement que partiels.

Des études intéressantes sur ces influences soviétique et chinoise dans les pays sous-développés viennent d'être publiées, notamment par la Fondation Friedrich-Ebert, avec le concours de spécialistes allemands, britanniques et américains. Il s'agit là de travaux, non seulement du plus haut intérêt scientifique, mais également réconfortants. Car ils font ressortir de réels échecs des deux communismes. [2]

Ces auteurs nous renseignent sur les pays d'Afrique et les tentatives soviétiques pour les gagner à l'autorité de Moscou, ainsi que sur l'implantation du communisme en Chine et ses manifestations en Amérique latine.

Dans l'ensemble des jeunes républiques africaines et asiatiques, nous dit le professeur Löwenthal [3], les efforts de Moscou

---

[1] *Reconnaissance Chine communiste-Ambassades pour subversion.* (Editions de la Ligue de la Liberté.)

[2] R. Löwenthal, E. Halperin, J. Domes, F. Ansprenger: *Entwickelungsländer zwischen nationaler und kommunistischer Revolution.* Editeur: Verlag für Literatur und Zeitgeschichte. Hanovre, 1965.

[3] De l'Otto-Suhr-Institut de l'Université Libre de Berlin.

pour s'y établir ont abouti à un certain échec. Les mouvements nationalistes, dans la plupart des cas, après avoir d'abord profité de l'aide—directe ou indirecte—soit du gouvernement russe soit d'un parti communiste local ont généralement rejeté la tutelle soviétique. De bonne heure les nouveaux chefs locaux ont plus ou moins « chaussé les bottes » de leurs anciens maîtres et installé un parti unique qui se distançait de Moscou. La Guinée pourtant très soutenue par l'URSS, a même expulsé l'ambassadeur russe devenu persona non grata.

Et, finalement, l'Union soviétique fut obligée de se contenter d'une certaine coopération avec des Etats dont « des éléments proches de la classe ouvrière » étaient considérés désormais comme susceptibles de mener la lutte contre le capitalisme, faute d'un véritable parti communiste pour cette action. Bien mieux Moscou dut accepter un rapprochement, même avec des gouvernements qui avaient écarté toute hypothèse d'association de communistes à la direction des affaires de l'Etat. C'était une sorte d'« infiltration consentie » qui s'établissait de la sorte entre l'URSS et les pays considérés. Ce fut le cas pour l'Egypte. Nasser, promu « héros de l'Union soviétique » après avoir consenti à libérer quelques communistes emprisonnés, put bénéficier de l'aide russe, sans engagement majeur vis-à-vis de son commanditaire. Avant lui, Ben Bella, lui aussi héros de l'Union soviétique avait cependant modifié son programme dans un sens plus favorable à ses puissants amis de Moscou. Il avait décrété que, la bourgeoisie s'étant révélée « incapable de s'adapter au socialisme », ce dernier allait être le fait des seules classes laborieuses.

Cependant, la *Chine* connut le triomphe du communisme. Car, nous explique le Dr Jürgen Domes [1], l'ancienne classe dirigeante de Chang Kai-Tchek — composée de militaires et de personnalités attachées aux vieilles traditions nationales, n'avait pas su obtenir le concours des masses mieux travaillées par les cadres de Mao Tsé Toung. Mais, à vrai dire, ce der-

[1] De l'Institut Suhr, de l'Université de Berlin.

nier devait finalement, lui aussi, se distancer de Moscou, en bon Chinois qu'il était.

Le cas de l'*Amérique latine* est tout différent. D'ailleurs les Etats de ce secteur ont des particularismes tels qu'il est difficile de les réduire à un commun dénominateur. Il n'y a pas de classe ouvrière consciente chez eux. Le mot « obrero » ne représente politiquement absolument rien. La seule notion qui compte, c'est celle de « pueblo », c'est-à-dire toute cette masse qui se situe en dehors d'une certaine oligarchie dirigeante. Certes, le communisme tente de s'implanter dans ces pays. Mais le seul succès total qu'il y ait obtenu, c'est Cuba. Là, Fidel Castro — qui pendant des années s'était comporté comme un révolutionnaire libéral et bourgeois — s'était déclaré soudain marxiste. Le professeur Halperin [1] s'explique mal cette conversion. D'autres auteurs ont pensé que sans doute un certain danger venant du capitalisme américain — qui contrôlait alors une grande partie de l'économie: 90 % des mines, 50% des chemins de fer, 40 % de la production de sucre — n'était pas étranger à l'adhésion de Castro au communisme.

Dans d'autres pays, les tentatives moscoutaires ont échoué, grâce à l'armée. Celle-ci a sérieusement évolué. Jadis, elle était associée à une certaine oligarchie de propriétaires fonciers et d'hommes d'affaires ou financiers. Actuellement, en Argentine elle a empêché le rétablissement de Péron, tandis qu'au Brésil elle a éliminé la menace communiste. Dans ce dernier pays, le maréchal Castelo Branco a pris le pouvoir avec la ferme intention d'instaurer de nouveau un gouvernement démocratique dans le pays. Et, malgré la prorogation de ses pleins pouvoirs, il n'a qu'ajourné cette perspective. En somme c'est souvent la dictature militaire qui garantit la démocratie en Amérique latine, mais seul Castro a installé le régime marxiste-léniniste, en quelque sorte frauduleusement.

---

[1] Du Massachusetts Institute of Technology.

En Asie, l'*Indonésie* avait fortement collaboré avec le communisme. Mais les récents événements sanglants — puisqu'on parle de 100 000 morts — ont abouti à une sérieuse action anticommuniste de la part d'éléments militaires antimarxistes.

Actuellement, cependant, la Chine rouge tente de s'infiltrer, surtout en Afrique. Ses efforts ont soulevé de vives protestations, notamment de la part du président malgache Tsiranana qui a reproché à la France d'avoir reconnu Pékin.

Dans ces conditions, devons-nous admettre que le danger, du moins de la part des Russes est moins pressant? En partie seulement. En effet, c'est l'instrument révolutionnaire, mis en place sur un modèle moscoutaire, qui est dangereux. Monté à l'origine contre les puissances colonisatrices il peut servir à d'autres fins, par exemple contre les gouvernements en place. Et l'Afrique n'a pas manqué de révolutions, ces dernières années. Dans l'ouvrage présenté par la Fondation Friedrich-Ebert, le Dr Ansprenger, de l'Institut Otto-Suhr de Berlin, a étudié l'histoire de 36 Etats africains et compté, chez eux, 8 pays ayant connu des révolutions, 16 ayant subi des complots et 12 seulement où a régné une relative stabilité politique. Depuis, nous avons vécu les révolutions du Dahomey, de Bangui et de Haute-Volta.

En d'autres termes, il subsiste, après le dégagement d'un Etat de la tutelle soviétique, ou chinoise, un phénomène de rémanens à la suite duquel des désordres sont toujours à prévoir de bon nombre de ces pays. Et nous ne pouvons pas nous désintéresser complètement du sort de ces populations qui ont ainsi accédé à l'indépendance et qui siègent à l'ONU, avec une voix égale à celle de la France.

La Chine: la façade doctrinale et l'antisoviétisme

Il est difficile aux Occidentaux de se faire une idée exacte de la Chine [1] dont les populations vivent selon des normes si différentes de notre vision du monde européenne. Par une des

[1] Cf. notre étude: *Où va la Chine?* Revue militaire générale, février 1963.

plus grandes ironies de l'histoire, les effets d'une civilisation plus que trois fois millénaire s'y mélangent à ceux d'une infinie misère. L'homme blanc n'a pas marqué profondément de son empreinte ce pays qui se refusait à son contact... Et voici que la Chine, devenue communiste, subit pourtant le marxisme-léninisme, mais interprété par Mao Tsé Toung. En bref le caractère dominant de ce pays, à travers les vicissitudes de son histoire, c'est la permanence de ses caractères fondamentaux sensiblement fixés à l'époque des influences combinées des doctrines de Lao-Tsé, de Bouddha et de la morale confucéenne. La langue même, le chinois classique, y est encore en usage de nos jours.

Cette permanence est à la fois la force et la faiblesse de la Chine qui, imbue de sa supériorité s'était longtemps fermée au monde extérieur. Certes les premiers missionnaires européens y furent appréciés pour leur large culture. Mais ils s'avérèrent incapables de convertir en masse un peuple profondément attaché à ses « trois voies » et qui se refusait à adhérer à une foi exclusive. Car celle-ci impliquait une option que précisément contredisait le syncrétisme chinois.

Certes par la suite de nombreux jeunes reconnurent la nécessité de s'approprier la science occidentale, mais cette science seulement. La « République chinoise » ne fut qu'une caricature de la démocratie... D'ailleurs les Européens n'apparurent aux Chinois que sous la forme d'un impérialisme hostile. Les premiers, les Russes communistes se présentèrent à eux en prêchant l'égalité des hommes et des peuples. Ils offrirent une éthique, certes différente de celle de Confucius, mais éthique tout de même qui, interprétée sur place, adaptée à la race, est devenue un évangile matérialiste chinois mais qui se prétend pur. Et par un curieux choc en retour, c'est Mao Tsé Toung qui s'investit de la mission messianique de répandre l'orthodoxie communiste et s'élève contre le « déviationnisme » de Moscou.

En réalité, la « pureté de la foi » n'est pas l'unique motif de discorde entre Pékin et le Kremlin. Le rapprochement des

deux « Grands » né à Cuba ne peut être que préjudiciable à la Chine, en plaçant celle-ci en position inférieure à la fois vis-à-vis de Moscou et de Washington. Or, Mao Tsé Toung dans sa volonté de puissance ne veut pas abdiquer au moment où précisément il s'efforce, après quelques expériences malheureuses d'accéder au statut de grande puissance. Les revendications territoriales formulées contre les acquisitions tsaristes aux dépens de l'homme malade d'Extrême-Orient constituent — du moins dans l'immédiat — peut-être le moindre grief de Pékin à l'égard de Moscou. En somme c'est un combiné de communisme et d'impérialisme chinois que doivent affronter à la fois les Russes et les Américains, notamment au Vietnam-Sud, où la Maison Blanche et le Kremlin ont en partie un intérêt commun. De ce fait il est difficile de démêler avec précision les oppositions et les rapprochements entre les puissances en présence à cet extraordinaire carrefour.

Vers une Alliance Atlantique aux dimensions du monde

L'Euramérique — L'URSS dans l'OTAN?

Dix ans de retard

Selon une loi constamment vérifiée l'Alliance atlantique a perdu de sa cohésion antérieure du fait d'un danger apparemment moins pressant. A ce point de vue l'OTAN ne s'est malheureusement pas montrée plus consistante que les coalitions du passé.

Au fond cette association souffre d'un vice congénital: elle est née, non pas du désir de créer une communauté sous le signe de l'intégration, mais elle a été mise sur pied sous la pression d'une menace qui exigeait la mobilisation de toutes les énergies occidentales.

Les puissances européennes étaient alors tellement hantées par le besoin de trouver leur salut à l'abri du bouclier atomique américain, qu'elles ne prirent pas le temps de conclure avec les Etats-Unis une véritable association. Celle-ci à vrai dire aurait pu se concevoir malgré la prépondérance américaine

qu'il eût fallu atténuer progressivement, compte tenu de la renaissance économique européenne et en fonction des contributions croissantes des pays du vieux monde. Or les partenaires des Etats-Unis ont admis alors le leadership américain comme allant de soi du moment que Washington, dispensateur des richesses d'Occident, consentait en outre à garantir par sa force nucléaire la survie de ses alliés.

Le général Paul Stehlin, dans un lumineux article publié dans « Europa-Archiv » a remarquablement décrit la genèse de l'Alliance. Les puissances européennes, dit-il, avaient alors manqué d'esprit de prévision. Et c'est là l'origine du malaise de l'OTAN auquel nous assistons depuis quelque temps et qui s'est développé avec un fallacieux sentiment de sécurité. En réalité le danger n'a nullement diminué; il a seulement changé de visage. En l'état actuel des choses, la menace subversive — moins apparente que la militaire — subsiste; mais faute d'être perçue avec précision elle n'incite pas les Alliés à resserrer leur association. Par ailleurs les réticences américaines, en matière de secret et de guerre atomique ont créé jadis les premières manifestations du malentendu franco-américain et ont justifié alors la création d'une arme atomique française. Or actuellement l'existence de la « force de frappe » — particulièrement coûteuse pour la France, et par voie de conséquence, pour l'OTAN — constitue l'une des pommes de discorde à l'intérieur de l'Alliance.

Quoi qu'il en soit, tant à cause des particularismes français qu'en raison d'une situation apparemment moins grave — surtout du fait du différend russo-chinois — l'Alliance est loin d'avoir évolué vers cette communauté qu'elle pourrait être. Elle l'est d'autant moins que d'autres obstacles existent. Par exemple la Turquie et la Grèce se sont opposées à l'occasion de l'affaire de Chypre. Moscou a profité de cette conjoncture pour témoigner à Ankara une bienveillance dont elle n'avait jamais fait preuve auparavant vis-à-vis de sa voisine. En outre, le statut mineur imposé à l'Allemagne apparaît comme une injustice et une faiblesse de l'Alliance.

Enfin un fait déjà ancien a continué pendant l'année écoulée à perturber l'antérieur tableau des amitiés et des contradictions: la solidarité des deux « Grands » qui, née de l'affaire cubaine, incite désormais Moscou et Washington à régler à deux les importants problèmes mondiaux. Et même la guerre au Vietnam n'a pas aboli le paradoxe de cette pseudo-entente des chefs des deux blocs ennemis. Tout semble se passer entre eux comme du temps des seigneurs de la guerre de l'ancienne Chine, où les conflits se réglaient par simple comparaison des forces en présence. En raison d'une certaine égalité entre les deux géants il s'est établi dans le monde une sorte d'équilibre plus ou moins précaire sur le front des menaces de guerre mondiale. Et les puissances alliées des Etats-Unis, constatant la « neutralisation par la terreur », sont moins incitées à promouvoir cette intégration — ou du moins une association voisine de cette dernière — qui correspondrait si bien à la grande évolution du monde actuel vers les entités puissantes. En fait, les éléments de division, s'ils existent entre les gouvernements apparaissent de moins en moins entre les peuples. Alors que l'accord franco-allemand est officiellement mis en veilleuse, c'est tout un festival de réunions, de colloques, d'échanges de jeunes qui témoigne d'une réelle amitié entre deux pays jadis opposés. Les petits-fils des Allemands et des Français de 1914 et de 1945 ne comprennent déjà plus cette haine qui pendant des siècles a séparé les deux grandes nations du continent européen. Et cette évolution significative d'une incontestable marche de l'humanité vers les grands ensembles, fait bien augurer de l'avenir. Par ailleurs l'économique — qui souvent tient le politique en suspens — agit inéluctablement dans le même sens. Il y a donc là pour nous de sérieuses raisons d'espérer en dépit des difficultés survenant au niveau des gouvernements. Il est donc indiqué — malgré le ralentissement du moment — de s'interroger sur les tâches d'une Alliance qu'il faut renforcer et aussi sur la structure à lui donner pour lui permettre de réaliser sa finalité.

Les nouvelles missions de l'OTAN

Les missions des nations de l'Alliance atlantique sont très diverses et s'appliquent pratiquement à toute l'échelle mondiale. On peut seulement regretter qu'aucune coordination générale de l'action politique des Etats membres de l'OTAN n'ait encore été tentée.

L'*Organisation du traité de l'Atlantique Nord* a été créée essentiellement pour faire face au péril qui menaçait l'Europe. Les Etats-Unis, forts de leur monopole atomique — et d'ailleurs protégés par la distance — pouvaient sans réserve aucune accorder leur garantie à leurs partenaires. En somme tout se passait comme si l'ensemble de l'Alliance ne s'appliquait qu'à notre vieux continent et à ses prolongements. Depuis, des mutations sont intervenues dans le monde. D'abord, du fait de la parité atomique entre les deux Grands. Désormais l'Amérique, susceptible d'être atteinte sur son propre territoire national n'offrait plus la même certitude de garantie à ses alliés. L'Europe, dans ces conditions, était en droit de douter de cette «promesse d'un seul ».

Par ailleurs les Etats-Unis sont sollicités de plus en plus par d'autres obligations, d'abord sur leur propre continent et aussi en Asie où l'année 1965 a vu se développer une situation alarmante, un appel aux forces vives américaines. Et les menaces d'une extension de la guerre du Vietnam se sont faites plus pressantes au fil des mois.

En Europe, la Grande-Bretagne dégagée peu à peu de certaines servitudes jadis « impériales » évolue vers un rapprochement avec les « Six », donc du continent. Mais elle ne se sent plus à même, avec sa situation diminuée dans le Proche-Orient, d'assurer seule sa mission d'antan « à l'Est de Suez ». Il lui faut donc, à ce point de vue un appui américain. L'on sent d'ailleurs la tendance vers une reconstitution d'une solidarité anglo-saxonne à l'échelle mondiale, soulignée récemment par Geneviève Tabuis à Radio Luxembourg. Il est certain que l'Australie pour sa part regarde de plus en plus vers les Etats-

Unis seuls capables d'assurer la sécurité d'une grande partie de l'espace du Pacifique. Quant à la France, elle semble quelque peu se désintéresser de la défense de ce secteur et, à la dernière réunion du Conseil de l'OTASE, elle n'a envoyé qu'un observateur qui ne s'est pas associé à la motion adoptée.

En Amérique latine, également, l'évolution récente est l'objet des préoccupations de Washington. Toutefois l'Europe ne peut pas se désintéresser de ce secteur.

Quant aux nations du continent européen elles conservent leur mission locale et, du moment que l'URSS n'a pas désarmé elles doivent être prêtes à toute éventualité. Mais de sérieux problèmes se posent à elles pour l'accomplissement de cette tâche, puisque le grand potentiel nucléaire, sous garde américaine ne serait mis en œuvre que sur décision du président des Etats-Unis. Or la nouvelle doctrine prônée par Washington, celle de la « riposte souple » va à l'encontre des intérêts européens. En voulant « gagner du temps » — dans l'espoir de faire réfléchir l'ennemi éventuel — le gouvernement américain laisse en fait à ce dernier la possibilité de submerger l'Europe continentale, plus désireuse « d'être protégée que d'être libérée ». Sur ce point, il y a accord entre l'Allemagne et la France.

Un autre problème, déjà évoqué incidemment, existe en Europe en raison de l'incapacité nucléaire allemande à laquelle il faudra bien un jour porter remède d'une façon ou d'une autre.

Telles sont les tâches qui incombent un peu partout dans le monde à l'une ou l'autre des puissances atlantiques. Il va de soi que la structure actuelle de l'Alliance ne permet pas de garantir une efficace coordination de ces nombreuses missions qui ne peuvent pas être globalement assumées par chacun des partenaires, mais qui intéressent l'ensemble de l'OTAN. Dans ces conditions, c'est à juste titre que les gouvernements intéressés semblent de plus en plus envisager une réforme de l'Alliance.

Cette réforme que tout le monde évoque doit porter à la fois sur la direction et sur la structure de l'OTAN. Celle-ci, ainsi qu'il a été dit, est actuellement placée sous le leadership américain. Or, si ce dernier s'est jadis imposé parce que l'Alliance apparaissait essentiellement comme une entreprise des Etats-Unis qui la finançaient, il n'en est plus de même actuellement. Les nations européennes, sorties exsangues du grand conflit mondial, ont retrouvé leur potential économique d'antan et récupéré, au moins partiellement, leur influence politique passée. Dans ces conditions, elles prétendent participer plus activement aux grandes décisions stratégiques.

A vrai dire cette nécessité est reconnue par de nombreux Américains. En outre elle correspond bien à la généreuse proposition du président Kennedy d'un « partnership » entre l'Europe et l'Amérique atlantique.

Dans le même esprit, l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, M. Cleveland a déclaré en octobre 1965 devant l'American Club de Paris: « Nous estimons qu'aucune race, aucune nation, pas même la nôtre ne doit posséder ou régir le monde... « L'ordre mondial » que nous souhaitons si vivement serait le résultat de forces multiples. Les décisions importantes y seraient prises dans de nombreuses capitales. Divers dispositifs de conciliation, assortis de moyens de vérification et de contrôle l'empêcheraient de devenir un empire mondial... »

Si donc Washington semble avoir abandonné toute idée d'une direction générale politique exclusive, assumée par les Etats-Unis dans l'OTAN et dans le monde, l'instauration d'une Alliance groupant sur un pied d'égalité une Europe unifiée et l'Amérique atlantique paraît désormais logique. Telle est d'ailleurs l'opinion de M. Brosio, secrétaire général de l'OTAN, qui déclarait devant la 11e session annuelle des parlementaires de l'OTAN: « La création d'Etats-Unis d'Europe, liant 6, 7, 10 ou 13 membres entraînerait un chan-

gement essentiel de sa structure. Je suis convaincu que ce changement serait salutaire... L'Alliance et une union politique européenne ne me paraissent pas incompatibles. Je n'ai jamais partagé et je ne partage toujours pas les doutes de ceux qui craignent qu'une Europe unie n'exerce un effet de division, en ce sens qu'elle pourrait aspirer à l'indépendance et rompre sa solidarité politique avec les Etats-Unis. Elle a également suscité la théorie dite des « haltères ». Les haltères ont une sphère pesante à chacune de leurs extrémités, mais il leur faut une tige rigide et résistante pour réunir les deux... »

Cette association euraméricaine a été évoquée également par M. Gerstenmaier, président du Bundestag, dans un exposé au Centre de politique étrangère de Paris, en octobre 1964. Pour lui, la future communauté atlantique ne peut être fondée que sur l'hypothèse d'une Europe fortement charpentée. L'organisation proposée par M. Gerstenmaier se présenterait sous l'aspect d'un système bipolaire, avec un centre en Amérique, l'autre en Europe. Mais le projet dépasse la sphère d'application de l'actuelle alliance. Il engloberait le CENTO et l'OTASE. L'organisation prendrait donc des dimensions mondiales.

Ainsi envisagée, elle permettrait — grâce à ses deux foyers — aux puissances européennes de mettre en valeur l'influence déjà acquise au sein de l'Alliance, tout en réalisant une meilleure répartition des charges. Quant aux armes atomiques, elles seraient réparties entre les deux centres. Dans le système ainsi conçu les Etats-Unis — sorte de plaque tournante des différents groupements régionaux — pourraient jouer efficacement le rôle qui leur revient en tant que première puissance mondiale.

Le général Stehlin, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air française défend depuis plusieurs années des idées assez voisines de celles du président du Bundestag.[1] Dans son récent

[1] Cf. *Témoignage pour l'Histoire* (Laffont, 1964) et *Die französische Verteidigungskonzeption in den sechziger Jahren* in Europa-Archiv, 10 septembre 1965.

article dans *Europa-Archiv* il étudie l'évolution des forces armées françaises au cours des années soixante. En construisant son arme atomique, dit-il, la France a matérialisé sa volonté de défense. Mais désormais, si elle veut réaliser le plein rendement de son potentiel de production, il faut qu'elle s'associe avec les autres Etats européens dans la mise sur pied d'un instrument militaire commun de l'Europe libre. Elle doit intervenir pour faire cesser, au niveau de l'Alliance, tout monopole nucléaire. Une Europe fortement unie s'impose pour procéder à une fabrication centralisée de l'armement, mais aussi, en tant que partenaire valable et à part entière des Etats-Unis.

Le général Stehlin estime donc qu'il faut changer l'esprit de l'OTAN. Celle-ci doit être adaptée aux conditions nouvelles. Avant tout, il convient d'y établir une parfaite égalité entre les Etats membres. Et non seulement entre les partenaires européens et les Etats-Unis, mais même entre Européens, car il est désormais inadmissible que l'Allemagne — qui fournit la plus forte contribution en divisions de tous ses alliés du continent — reste confinée dans son statut inférieur.

Il est essentiel que les actuelles différences disparaissent à l'intérieure de l'Alliance où toutes les nations membres doivent mettre en commun leurs capacités, atomiques notamment. Aidés par l'Amérique, les pays d'Europe pourront progressivement élever leur savoir au niveau de celui des Etats-Unis. Car on ne partage qu'entre égaux. Mais, cette égalité une fois atteinte, l'Europe sera vraiment le partenaire valable pour le système bicéphale d'une Alliance rajeunie et renforcée.

Conclusion: de l'Atlantique à l'Oural

Il est certain que la vigilance du camp atlantique s'est quelque peu relâchée avec l'accentuation du différend sino-soviétique, alors que le communisme subissait des échecs un peu partout dans le monde. Et pourtant la menace subsiste.

Mais, moins apparente, sournoise, elle a permis une détérioration de la solidarité occidentale, en même temps que se manifestait une regrettable résurgence d'un nationalisme périmé.

Dans ces conditions la magnifique marche vers les grands ensembles jadis amorcée par le monde atlantique, a connu un temps d'arrêt. Il a même été suggéré un retour aux alliances du type passé, un remplacement de l'actuel pacte par de simples engagements bilatéraux. Ceux-ci, contractés entre partenaires forcément inégaux, feraient de l'OTAN une association inférieure à celle des Nations-Unies, où du moins tous les Etats membres disposent d'une même voix pour les décisions de l'Assemblée générale.

L'Europe et l'Alliance souffrent de ce choc en retour. Cette évolution va d'ailleurs à l'encontre du sentiment profond des populations. En France, en particulier, l'attachement aux institutions communautaires s'est manifesté avec vigueur lors des récentes élections présidentielles. Un resserrement de l'Alliance s'impose donc devant le danger du moment et en attendant que se produise peut-être, dans le monde de demain, ce grand bouleversement que rendent désormais crédible certains développements en cours. Ceux-ci, en effet, n'excluent pas un ultérieur retour à l'Europe d'une Russie assagie, placée par la Providence aux confins du monde blanc et du monde jaune, en avant-garde de l'Occident. Or ce dernier devra, en prévision d'une telle évolution parfaire son unité. Mais, placé devant des tâches si diverses et accrues il aura à cœur de réaliser, sur un pied d'égalité, cette vaste association bicéphale d'une Euramérique qu'entrevoyait déjà le président Kennedy et dont les responsabilités s'ajusteraient aux dimensions mondiales, dans une constante et ardente évolution vers une progressive intégration du camp de la liberté. Car, même entre l'Atlantique et l'Oural, un travail en ordre dispersé irait à à l'encontre du but poursuivi.

Colonel Fernand-Th. SCHNEIDER